

COMBAT

RÉPUBLICAIN

Numéro 152

« Le Socialisme, c'est la République poussée jusqu'au bout. » Jean Jaurès

A savoir

LE MONDE RESTE SUR SA FAIM.

Selon la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation), un milliard de personnes dans le monde souffre de sous-alimentation. 80% vivent dans les campagnes, 20% dans les villes. Un tiers de la population paysanne mondiale, sur un total de 2,8 milliards, est acheteur net de nourriture. Plus d'un milliard ne disposent pour travailler la terre ni de tracteur ni d'animal de trait. En 2008, une conférence de la FAO, tenue en présence de 42 chefs d'Etat et de gouvernement, a promis d'engager 22 milliards de dollars d'aides au monde rural. A ce jour, 2,5 milliards ont été versés.

PARADIS FISCAUX.

Quelque 8 000 milliards d'euros transitent chaque année par les différents paradis fiscaux de la planète. 20% des dépôts proviennent des pays en voie de développement, représentant une somme comprise entre 2 200 et 2 400 milliards de dollars, soit trente fois ce que ces pays reçoivent en aides. Quant à l'évasion fiscale dont ils sont les victimes, elle représente 10 fois l'aide au développement. Mais comme le G20 de Londres a décidé de s'attaquer à ces pratiques, nous voilà rassurés...

REMOUS AU NPA.

Les lendemains électoraux ne chantent pas au NPA, dont quatre membres du conseil politique national ont démissionné le 19 juin, rapporte le quotidien Le Monde. L'un d'eux, dirigeant cégétiste de Marseille, a même quitté l'organisation. Huit militants de Clermont-Ferrand ont pris le même chemin, dénonçant dans une lettre ouverte « l'affirmation durable d'une ligne de division ».

Edito: VOICI VENU L'ETE...

...Et son train de hausses : eau, gaz, électricité, transports en commun... Le SMIC aussi augmente : 1,5% ! Un coup de pouce, assurent les thuriféraires du sarkozysme. En réalité, pas même une pichenette, rien qui permette d'éponger le relèvement estival des services de première nécessité. Il est vrai que le prix des appels depuis l'étranger sur un téléphone portable (geste quotidien s'il en est) diminue, tout comme la TVA de l'hôtellerie-café-restauration passe de 19,6 à 5,5% (coût pour l'Etat : 2,6 milliards d'euros). Avec l'engagement, et non l'obligation, pris par le secteur, de baisser « une sélection de produits »... Le président du pouvoir d'achat fait mousser les cachemisère.

Voici venus l'été et ses arbitrages budgétaires. Simples : on poursuit le démantèlement du service public par la suppression massive d'emplois de fonctionnaires ; et l'on prétend financer les déficits par le lancement d'un « grand emprunt » aux taux, durée et conditions encore indéfinies. A ce propos, il convient de citer Philippe Frémeaux qui écrit dans Alternatives Economiques : « Nicolas Sarkozy était face à un choix très clair : il aurait pu demander un effort de solidarité aux plus aisés, ce qui aurait permis de financer une hausse des dépenses sociales au profit de tous ceux pour qui la crise ne fait que commencer. Il a choisi au contraire de réaffirmer son opposition de principe à toute augmentation des impôts, et lance un grand emprunt dont on sait qu'il sera souscrit par les plus aisés, ceux qui épargnent de toutes façons une large partie de leurs revenus et qui cherchent aujourd'hui des placements sûrs, ayant été échaudés par la chute de la Bourse. On va donc emprunter aux plus riches l'argent qu'on refuse de leur prélever, un emprunt qui devra être remboursé demain par ceux qui paient l'impôt. Nicolas Sarkozy s'inscrit ici dans la lignée des Pinay, des Giscard, en offrant une rente de plus à ceux qui ne manquent déjà de rien ». Et ce ne sont pas les conseils avisés de Michel Rocard qui y changeront quoi que ce soit...

Rendons à François Hollande le bon mot dont il est l'auteur : « Sarkozy : un nom d'emprunt ». Dont s'affuble le grand capital, ajouterons-nous.

L'été et ses catastrophes. Aérienne d'abord, et pas plus imputable à la fatalité que ne l'est la crise économique. Comment une compagnie aérienne - Yemenia - figurant depuis des lustres sur la liste noire établie par les autorités de contrôle du transport aérien peut-elle être encore autorisée à voler ? Ce sont des Comoriens excédés qui exigent des mesures de salut public contre la compagnie et ses agents, puisqu'en Sarkozye, il n'est de salut que privé. Laisser faire, laisser trépasser...

A Hénin-Beaumont, on a frôlé la catastrophe, mais on aurait tort de se réjouir trop bruyamment. Qu'en terre de gauche s'il en est, le Front National parvienne à totaliser 47% des voix souligne à quel point est profonde la crise de confiance entre l'électorat populaire et les partis censés le représenter. Après la « claque » des élections européennes, le coup de frayeur d'Hénin-beaumont a valeur de nouvel avertissement pour la rue de Solférino. « Nous avons perdu le sens du collectif, du travail et du débat », concède Martine Aubry dans le Monde du 6 juillet, tout en dressant un constat incomplet. C'est aussi - et surtout - parce qu'il a déserté le combat pour la transformation politique et sociale que le PS perd ses électeurs.

Toutes ces raisons, et tant d'autres encore, nous motivent à appeler au renforcement du Front de Gauche. A l'issue des élections européennes, plusieurs rapprochements sont porteurs d'espoir dans la perspective des régionales de 2010, qui peuvent fournir l'occasion de donner un premier coup d'arrêt à la politique de Sarkozy. Les rencontres entre le Parti de Gauche, le NPA et le PCF (voir en page 2), avec les Alternatifs et la Fédération pour une alternative sociale et écologiste aussi, permettent d'espérer un élargissement considérable des fondations du Front, sa transformation en véritable front populaire. Elargissement qui pourrait permettre au Front de Gauche d'asseoir son hégémonie dans quelques régions. Et de changer la donne, pour réorienter l'avenir.

Combat Républicain suspend sa parution pendant la période estivale. Rendez-vous à la rentrée de septembre.

LE PARTI DE GAUCHE A RENCONTRE LE NPA ET LE PCF APRES LES ELECTIONS EUROPEENNES. EXTRAITS DES DECLARATIONS COMMUNES.

Avec le NPA

(...) Sarkozy et la droite se prévalent des résultats des élections européennes pour donner une légitimité à leur politique réactionnaire. Pourtant seul un électeur sur dix a donné son suffrage à l'UMP. Il s'agit en réalité moins d'une victoire de la droite que de l'incapacité de la gauche à lui opposer une véritable alternative. En proposant d'accompagner ce système et en se contentant de remèdes homéopathiques qui ne le remettent pas en cause, cette gauche devient du coup inutile aux yeux du plus grand nombre. C'est ce qui explique la crise profonde des partis de la sociale démocratie en Europe. L'abstention massive des classes populaires et des jeunes – phénomène le plus important de ces élections – illustre cruellement cette tendance de fond. Cette abstention est certes liée au rejet de l'actuelle construction libérale et anti démocratique de l'Europe. Mais aussi au fossé de plus en plus grand entre les aspirations populaires et l'offre de la gauche institutionnelle. Dans une situation où la crise va s'aggraver, il y a là un risque majeur. On ne peut que s'inquiéter de la progression de l'extrême droite. Elle prouve qu'elle peut profiter du désespoir des milieux populaires.

Les deux partis soulignent également l'ambiguïté du vote Europe Ecologie. Il reflète une prise de conscience salutaire de la crise écologique. C'est décisif ! Mais ses porte-paroles en font aussi une stratégie politique pour dépasser le clivage gauche/droite. Pour nous, on ne peut ignorer le lien étroit entre la logique prédatrice du capitalisme et le désastre environnemental.

Ils s'accordent pour favoriser l'unité la plus grande contre les projets de la droite et du patronat que ce soit dans le domaine social, écologique, et des droits et des libertés. Le NPA et le Parti de Gauche sont ainsi unis actuellement dans la mobilisation contre l'EPR ou dans le comité national contre la privatisation de La Poste. Mais ils avancent aussi des propositions d'initiatives sur le terrain de la lutte contre les licenciements.

Les deux formations estiment aussi indispensable d'unir les forces de gauche et des écologistes qui rejettent la logique du système capitaliste aux élections régionales. Il est urgent de rendre plus crédible une véritable alternative au système.

Les deux partis constatent que les propositions issues de leurs instances nationales respectives sont suffisamment proches pour leur permettre d'avancer dans cette voie unitaire pour les élections régionales. En conséquence, ils se prononcent au premier tour des régionales pour un accord national pour les 21 régions hexagonales sur des listes associant les forces qui composent aujourd'hui le Front de Gauche comme le PCF et le Parti de Gauche et le NPA, LO, Alternatifs, Alterekolo et les autres courants qui sont dans la Fédération, militant-e-s de quartiers ou du mouvement social. Le NPA les nomme « forces anticapitalistes », et le PG « l'autre gauche ». Ces listes seraient porteuses des exigences des classes populaires, d'un programme d'urgence en rupture avec la logique capitaliste et le productivisme pour les régions. Elles seront autonomes et indépendantes du PS et des listes de type Europe Ecologie.

Au second tour, les listes soutenues par le Parti de Gauche

et le NPA se battront pour faire gagner la gauche et empêcher que des régions basculent à droite. Pour cela, les deux organisations se prononcent d'ores et déjà pour des fusions « techniques » ou « démocratiques » des listes de gauche à l'exception de tout accord incluant le Modem. (...)

Avec le PCF

(...) Les deux partis ont souligné l'abstention massive des classes populaires et des jeunes dans cette élection, le recul en France et en Europe des forces qui se réclament de la sociale démocratie ou du social libéralisme, le résultat ambigu de la liste Europe Ecologie qui a su capter la sensibilité aux questions écologiques mais sur une base voulant transcender le clivage gauche/droite.

Ils dénoncent l'attitude de Nicolas Sarkozy qui se réclame du résultat des élections pour se considérer légitime à poursuivre sa politique de fuite en avant dans un sens toujours plus libéral. Les deux délégations ont porté une appréciation positive sur les résultats et la dynamique du Front de gauche et insisté sur la campagne militante qui l'a porté. Le PCF et le Parti de Gauche disent leur volonté de poursuivre cette dynamique sans attendre.

Il s'agit de travailler sur des contenus alternatifs, tout en proposant des mobilisations contre les projets de la droite. Le Front de Gauche veut travailler à une alternative permettant un rassemblement majoritaire sur un véritable contenu alternatif aux orientations du pouvoir actuel, pour les élections à venir : régionales, présidentielles, législatives.

Une première réflexion s'est tenue sur les élections régionales. Dans le prolongement des Européennes, le Parti de Gauche a fait état des conclusions de son CN pour des listes autonomes de large rassemblement de l'autre gauche au premier tour. Ces listes auront pour ambition d'être en tête de la gauche à l'issue du premier tour, moyen le plus sûr pour faire des régions des « boucliers régionaux » capables à la fois de s'opposer à la politique de Sarkozy et de mettre en œuvre des mesures portant une logique de rupture avec la logique capitaliste et le productivisme. Au 2ème tour, hors tout accord avec le Modem, le PG a rappelé qu'il aurait pour préalable d'empêcher toute victoire de la droite.

Le Parti Communiste Français a rappelé que dans le cadre de la poursuite et de l'élargissement de la démarche du Front de Gauche, il entendait tout faire pour empêcher la droite de reconquérir des régions, pour créer les conditions de majorités politiques clairement ancrées à gauche sur des projets nettement plus combatifs que ceux mis en œuvre depuis six ans, pour renforcer dans ces assemblées l'influence et l'autorité d'élus et d'élues au service de tels projets.

Afin d'inscrire la démarche du Front de Gauche dès maintenant dans la durée, des rendez-vous sont déjà pris : le Forum-débat « 3 heures pour une alternative de gauche » le 3 juillet à la Mutualité, la Fête de l'Humanité mais aussi des mobilisations unitaires sur les propositions de loi déposées conjointement contre les licenciements ou une loi demandant l'abrogation de la loi LRU que les deux partis entendent porter ensemble.